



Le service public de Formation Continue : un acquis de l'ensemble des salarié-es à défendre !

Réindustrialisation, transition énergétique et écologique, développement de l'IA, les besoins en formation professionnelle continue des salarié-es seront importants dans les années qui viennent. Pourtant, les choix politiques et budgétaires du gouvernement, les baisses des budgets régionaux amplifient les conséquences de la loi « liberté de choisir son avenir professionnel » et fragilisent encore plus les outils que sont notamment le réseau des GRETA, l'AFPA et le CNAM.... Des institutions qui ont fait leurs preuves et dont le maillage territorial permet une couverture nationale efficace. Les ballons d'essai de la ministre Montchalin sur la suppression d'agences de l'État est une menace supplémentaire.

Pour les salarié-es de la Formation Continue : plans sociaux, dégradation des conditions de travail et précarité !

Dans les GRETA, à l'AFPA on assiste à des plans sociaux qui ne disent pas leurs noms. À l'AFPA, l'objectif annoncé d'une nouvelle réduction de la masse salariale a entraîné une nouvelle baisse des effectifs, plus de 600 CDD non reconduits, une cinquantaine de CDI non remplacés et des mobilités professionnelles et/ou géographiques subies... Pire encore, la note de Bercy révélée récemment dans la presse prévoit des mesures drastiques qui, si elles étaient mises en œuvre, pourraient entraîner la disparition pure et simple de L'AFPA.

Dans les GRETA, un rapport de l'Inspection Générale propose de niveler par le bas, en proposant des "évolutions RH" avec la possibilité de recrutement en "contrat de projet". La situation de certains GRETA est devenue dramatique ! Le risque du transfert de l'ensemble de l'activité et des personnels du GRETA vers un service de formation professionnelle des adultes, nommé GRETA au sein d'un GIP FCIP fait peser de lourdes menaces sur les statuts des personnels et remet en cause la pérennité de la mission de formation continue des adultes au sein de l'Éducation nationale.

Pour la FERC-CGT, la formation continue doit être sortie des logiques de marché. Le financement doit permettre de répondre aux besoins des stagiaires et viser l'élévation de leurs qualifications. La FERC-CGT revendique la création d'un grand service public de formation professionnelle continue, d'insertion, d'orientation et de certification, articulé autour des organismes publics existants tels que AFPA, CNAM, GRETA...

Les salarié-es de la formation continue se mobilisent !

Les personnels des GRETA se réunissent le 24 juin 2025, à la Bourse du Travail de Paris, pour des assises nationales, afin de rédiger leur cahier de revendications. Le 26 juin sera ensuite une journée nationale de mobilisation pour la défense de l'AFPA et du service public de formation, avec une manifestation nationale à Paris.

Attachée à une formation professionnelle source d'émancipation et de progrès social, la FERC-CGT soutien ces mobilisations, et appelle l'ensemble des salarié-es à participer à la manifestation nationale du 26 juin en soutien à l'AFPA et au service public de formation continue (rdv à partir de 13h devant le Ministère du Travail à Paris 127, Rue de Grenelle (M° Varenne).

Montreuil, le 16 juin 2025